

Prise d'assaut du pouvoir au Brésil

Atilio Boron

Une bande de bandits a pris d'assaut la présidence du Brésil. En font partie trois acteurs principaux : d'un côté, un grand nombre de parlementaires (se souvenir que de gravissimes accusations de corruption pèsent sur les deux tiers d'entre eux) dont la majorité est arrivée au Congrès comme résultat d'une absurde législation électorale qui permet à un candidat d'accéder à un siège avec seulement quelques centaines de voix grâce à la magie perverse du « quotient électoral ». De telles nullités éminentes ont pu destituer provisoirement celle qui est arrivée au Palais du Planalto [présidence NdT] avec l'aval de 54 millions de voix.

Deuxièmement, un pouvoir judiciaire également suspect de connivence avec le système politique corrompu dans son ensemble et répudié par de larges secteurs de la population du Brésil.

Mais c'est un pouvoir d'état hermétiquement clos à tout contrôle démocratique ou populaire, profondément oligarchique dans sa cosmovision et viscéralement opposé à toute alternative politique qui se propose de construire un pays plus juste et égalitaire.

Pour culminer le tout, tout comme les législateurs, ces juges et magistrats ont été formés au cours de près de deux décennies, par leurs pairs étasuniens suivant des cours supposément techniques mais qui, comme on le sait, ont invariablement un contenu politique dont il n'est pas besoin de beaucoup d'imagination pour deviner leurs contours idéologiques.

Le troisième protagoniste de cette gigantesque escroquerie à la souveraineté populaire, ce sont les principaux medias de communication du Brésil, dont la vocation putchiste et l'éthique profondément réactionnaire sont largement connus parce qu'ils ont milité depuis toujours contre tout projet de changement dans un des pays les plus injustes de la planète.

En écartant Dilma Rousseff de sa charge (pour une période maximale de 180 jours au cours de laquelle le Sénat devra ratifier l'accusation de la présidente à la majorité des deux tiers) l'interim présidentiel est retombé sur un politicien obscur et médiocre, un ex-allié du PT converti en illustre conspirateur et, finalement, en infâme traître : Michel Temer. Malheureusement, tout laisse à penser que dans peu de temps le Sénat transformera la suspension temporaire de la présidente en destitution définitive parce que dans le vote qui l'a écarté de sa charge les conspirateurs ont obtenu 55 voix, une de plus que celles qui sont nécessaires pour la destituer [définitivement NdT].

Et ça en dépit du fait que, comme Dilma l'a reconnu lorsque la décision sénatoriale lui a été signifiée, elle a pu commettre des erreurs mais jamais de crimes. Dans ce domaine, son parcours limpide resplendit quand on le compare aux carrières délictueuses de ses censeurs, torves personnages que préfiguraient l'Opéra du Malandrin de Chico Buarque quand il se moquait du « *malandrin officiel, le candidat à malandrin fédéral, et le malandrin avec contrat, cravate et capital* ». Cette bande de délinquants gouverne aujourd'hui le Brésil.

La conjuration de la droite brésilienne a pu compter sur le soutien de Washington – imaginez comment la Maison Blanche aurait réagi si quelque chose de semblable avait été tramé contre l'un de ses valets dans la région ! En son temps, Barack Obama a envoyé comme ambassadrice au Brésil une experte en « coups d'état soft », Lilita Ayala, qui avant de prendre ses fonctions à Brasilia, qu'elle continue d'exercer, c'est certainement une pure coïncidence, avait été ambassadrice au Paraguay, à la veille du renversement « institutionnel » de Fernando Lugo.

Mais l'empire n'est pas tout-puissant, et pour rendre viable la conspiration réactionnaire au Brésil il a fait appel à la complicité de plusieurs gouvernements de la région, dont celui de l'Argentine, qui a défini l'attaque que ses amis brésiliens perpétraient contre la démocratie comme un exercice parlementaire de routine et rien de plus.

En somme, ce qui s'est passé au Brésil est une attaque très dure visant non seulement la destitution de Dilma mais aussi à renverser un parti, le PT, qui n'avait pas pu être battu dans les urnes, et à ouvrir la voie à un jugement de l'ex-président Lula da Silva qui l'empêche de postuler lors de la prochaine élection présidentielle.

En d'autres termes, le message que les « malandrins » envoient au peuple brésilien est catégorique : ne vous avisez pas de revoter pour le PT ou pour une force politique comme le PT! Parce que, même si vous l'emportez dans les urnes, nous, nous l'emportons au congrès, dans le système judiciaire et dans les médias, et notre pouvoir combiné peut beaucoup plus que vos millions de voix.

Grave recul pour toute l'Amérique Latine, qui s'ajoute à celui déjà éprouvé en Argentine et qui oblige à repenser à ce qu'il s'est passé, à nous demander, en lien avec le célèbre conseil de Simon Rodriguez, où nous sommes-nous trompés et pourquoi n'avons-nous pas inventé, ou avons-nous mal inventé.

En des temps sombres comme ceux que nous vivons : guerre frontale contre le gouvernement bolivarien au Venezuela, insidieuses campagnes de presse contre Evo et Correa, recul politique en Argentine, conspiration frauduleuse au Brésil, dans des temps comme ceux-ci, disions-nous, le pire qui puisse arriver serait que nous refusions de procéder à une profonde autocritique qui empêcherait de retomber dans les mêmes erreurs. Dans le cas du Brésil, une de celles-ci, peut-être la plus grave, fut la démobilisation du PT et la désarticulation du mouvement populaire qui commença dans les premiers temps du gouvernement de Lula et qui, des années plus tard, a laissé Dilma sans défense face à l'attaque de la bande de malandrins politique.

L'autre, reliée intimement à la précédente, fut de croire que l'on pouvait changer le Brésil rien qu'à partir des bureaux officiels et sans l'appui actif, conscient et organisé, du peuple. Si les tentatives putschistes au Venezuela (2002), en Bolivie (2008) et en Equateur (2010) furent repoussées ce fut parce que, dans ces pays, on n'est pas tombé dans l'illusion institutionnaliste qui, malheureusement, s'est emparée du gouvernement et du PT depuis ses premières années.

Troisième erreur : avoir découragé le débat et la critique à l'intérieur du parti et du gouvernement, promouvant en revanche un suivisme simpliste qui faisait obstacle à la vision des erreurs et empêchait de les corriger avant que, comme cela s'avère aujourd'hui, les dommages soient irréparables.

Ce n'est pas pour rien que Machiavel disait que l'un des pires ennemis de la stabilité des gouvernants était le rôle néfaste de leurs conseillers et assesseurs, toujours disposés à les aduler et, pour cela même, absolument incapables de les alerter sur les périls qui les attendent tout au long du chemin.

Puissent les événements traumatisants qui se sont produits ces jours-ci au Brésil nous servir de leçons.

- **Dr. Atilio A. Boron**, directeur du Centre Culturel de la Cooperación Floreal Gorini (PLED), Buenos Aires, Argentine. Premio Libertador al Pensamiento Crítico 2013.

